

2005-11

Inédits

**LE CONCEPT DE
RELATIVE
DEPRIVATION :
SURVOL DES
DÉFINITIONS
ET DES
TENTATIVES
DE MESURE
APPLIQUÉES
À L'URBAIN**

Xavier LELOUP
Philippe APPARICIO
Anne-Marie SÉGUIN

INRS
Urbanisation, Culture et Société

Document de recherche / *Working paper*

DÉCEMBRE 2005

**Le concept de *Relative Deprivation* :
survol des définitions et des tentatives
de mesure appliquées à l'urbain**

Xavier LELOUP, Philippe APPARICIO
Anne-Marie SÉGUIN

Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société

Décembre 2005

Xavier Leloup
xavier.leloup@ucs.inrs.ca

Philippe Apparicio
philippe.apparicio@ucs.inrs.ca

Anne-Marie Séguin
anne-marie.seguin@ucs.inrs.ca

Inédits, collection dirigée par Richard Shearmur :
richard.shearmur@ucs.inrs.ca
Institut national de la recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société
3465, rue Durocher
Montréal (Québec) H2X 2C6

Téléphone : (514) 499-4000
Télécopieur : (514) 499-4065

www.inrs-ucs.quebec.ca

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ/ABSTRACT.....	III
INTRODUCTION.....	1
1. LE CONCEPT DE <i>RELATIVE DEPRIVATION</i>	3
1.1 Les origines du concept.....	3
1.2 Critiques de la définition et de la mesure de la <i>deprivation</i>	4
1.3 Un concept relatif et multidimensionnel.....	7
1.4 La mesure de la <i>deprivation</i>	10
2. LES MESURES DE L' <i>URBAN DEPRIVATION</i> : QUELLES DONNÉES, QUELLES MÉTHODES ?.....	13
3. APPLICATIONS À L'URBAIN DU CONCEPT DE <i>RELATIVE DEPRIVATION</i>	22
3.1 <i>Relative deprivation</i> et avenir des villes-centres	22
3.2 <i>Relative deprivation</i> et immigration : quelles relations ?	26
4. EN GUISE DE CONCLUSION.....	28
BIBLIOGRAPHIE.....	31

Liste des tableaux

Tableau 1 : Les dimensions matérielles et sociales de la <i>deprivation</i> relative d'après Townsend (1987b : 90).....	11
Tableau 2 : Tableau synthèse des indices d' <i>urban deprivation</i>	15
Tableau 3 : Un exemple de mesure de l' <i>urban deprivation</i> au travers de six dimensions et vingt variables.....	18

Liste des cartes

Carte 1 : Les espaces de pauvreté de la région métropolitaine de Montréal en 1996.....	16
Carte 2 : Distribution spatiale de la <i>relative deprivation</i> dans l'ancienne ville de Montréal en 2001	18

Résumé/Abstract

La question de pauvreté a fait l'objet d'une grande attention de la part de nombreux chercheurs au cours des deux dernières décennies, ceux-ci développant différentes approches théoriques et conceptuelles du phénomène ou encore différentes méthodes d'analyse ou de mesure. Par conséquent, il nous a semblé opportun de proposer une courte synthèse de littérature sur les concepts de *relative deprivation* et d'*urban deprivation*. Cette synthèse est réalisée en deux temps. La première partie est théorique et comprend un bref retour sur les origines, les définitions et les principales dimensions des concepts de *relative* et d'*urban deprivation*. Dans la seconde, nous décrivons les principales approches méthodologiques pour opérationnaliser et mesurer l'*urban deprivation*, en dégagant leurs principales forces et limites.

* * *

The question of poverty has attracted the attention of many researchers over the last two decades, with a variety of different theoretical and conceptual approaches, and a variety of analytical strategies and instruments. As a result, we attempt in this article to briefly synthesize the literature that deals with two concepts, those of *relative deprivation* and *urban deprivation*. This overview is conducted in two stages. The first part is theoretical and provides a summary of the origins, definitions and principal dimensions which underpin the ideas of *relative* and *urban deprivation*. The second part describes the principal methodological approaches for making operational and for measuring *urban deprivation*. In doing so we try to point out the principal strengths and limits of these approaches.

Introduction

Les questions de pauvreté et d'inégalités sociales ont fait l'objet d'une grande attention de la part des chercheurs s'intéressant à la ville et au phénomène urbain dans le courant des deux dernières décennies. Cette attention particulière est à replacer dans le contexte plus large des débats ayant animé les sociétés européennes et nord-américaines sur une éventuelle fragmentation spatiale faisant craindre l'apparition d'une fracture urbaine (Castel, 2000; Donzelot, 1999; Paquot, Lussault et Body-Gendrot, 2000). Constatant l'augmentation des niveaux de pauvreté, la persistance d'un chômage de masse ou la relégation sociale de certains espaces, ces recherches ne sont pas sans lien avec l'inquiétude qui se faisait jour dans l'opinion publique et auprès des décideurs sur la possible exacerbation des tensions sociales.

Les travaux sur ces questions se sont aussi largement réapproprié les notions de ségrégation (Grafmeyer, 1994) ou de mixité, d'exclusion (Paugam, 1996) ou de cohésion sociales, de désaffiliation (Castel, 2000) ou de capital social (Bourdieu, 1980), sans que leur sens ou leur étendue théorique soit toujours explicité de manière précise, ni distingué des usages qu'en produit le discours courant, et qui viennent en obscurcir la signification analytique (Grafmeyer, 1994). Au cœur de la question sociale, ces notions sont donc investies d'une dimension politique dont il s'agit de prendre conscience avant de les adopter à des fins d'analyse, sous peine de mal définir l'objet qu'elles sont censées recouvrir ou de coopter des arguments extérieurs au monde scientifique (Cingolani, 1995; Helly, 2003).

Abordant nous-mêmes les thèmes de la pauvreté et de l'inégalité dans les villes, il nous semblait dès lors opportun d'éviter ces écueils de langage en proposant une analyse théorique et méthodologique des concepts de *relative deprivation* et d'*urban deprivation* – nous avons choisi, pour cette publication, de retenir les termes anglo-saxons pour définir les concepts discutés. En français, ils sont traduits par le terme de défavorisation ; ce dernier n'a cependant été que peu développé comme concept ou notion des sciences sociales. Enfin, il nous est apparu aussi préférable, par souci de filiation intellectuelle, de conserver les termes anglo-saxons plutôt que de leur substituer le néologisme de *déprivation*, encore peu répandu. Ces deux concepts, moins souvent repris bien que présents dans les analyses des chercheurs européens précédemment cités, et très courants dans les travaux anglo-saxons, nous semblent utiles si l'on veut comprendre les situations et transformations qui marquent les processus d'appauvrissement et de précarisation à l'œuvre actuellement. Quelles définitions ont été données à ces termes ? Quelles dimensions fondamentales recouvrent ces concepts ?

Quelles opérations de mesure ont été proposées pour définir concrètement ces dimensions ? Quelles critiques peut-on formuler à l'égard de l'approche de la *relative deprivation* lorsqu'il s'agit d'aborder les questions de pauvreté et d'inégalités sociales ? Quelles limites identifie-t-on aux propositions méthodologiques actuelles ?

Pour répondre à ces différentes interrogations, le texte revient en premier lieu sur les origines du concept de *relative deprivation* en insistant sur le débat qui entoure, depuis longtemps, la définition et la mesure de la pauvreté, en distinguant les approches absolues et relatives (chapitre 1). Après avoir identifié les principales dimensions du concept, nous proposons ensuite une brève analyse des principales mesures de la *deprivation* relative appliquées au contexte urbain (chapitre 2). Enfin, nous précisons quelles ont été les applications du concept et des mesures de la *deprivation* relative dans le champ des études urbaines (chapitre 3). Nous verrons ainsi, au travers des thèmes de l'avenir des villes et de l'immigration, comment la recherche urbaine s'est approprié le concept par l'entremise de travaux mettant l'accent sur les dimensions empiriques et de suivi du phénomène dans le temps et l'espace, alors que les causes du phénomène sont peu étudiées au niveau urbain et laissées aux explications structurelles du social.

Au travers de ce cheminement, nous chercherons à identifier quels sont les usages produits du concept de *deprivation* relative dans le champ des études urbaines et d'en délimiter les problèmes et limites, tant conceptuels que méthodologiques. Nous avancerons dès lors en conclusion (chapitre 4) quelques propositions susceptibles de les dépasser et de contribuer au débat actuel sur les inégalités urbaines, leurs causes et leurs formes.

1. LE CONCEPT DE *RELATIVE DEPRIVATION*

1.1 Les origines du concept

Les débats entourant la définition et la mesure de la pauvreté ne sont pas récents. Ainsi, au XVI^e siècle, à Lyon, l'on estimait qu'un individu ou un ménage était considéré comme pauvre s'il devait dépenser 80 % de ses ressources au seul achat du pain (Chartier, 1985 cité par Séguin et Termote, 1997). Au début du XIX^e siècle, en Angleterre, soit près de deux siècles et demi plus tard, on continuait à faire référence au prix du pain et à la taille de la famille pour déterminer qui était pauvre et estimer le montant des secours à allouer aux plus démunis dans le cadre de la « Loi sur les pauvres ». Le point commun de ces deux définitions est de faire référence à la notion de subsistance, c'est-à-dire à l'ensemble des besoins nécessaires à la survie des individus et des familles.

La pauvreté est dès lors tenue pour un état substantiel et absolu, mesurée par un seuil, correspondant à une situation où les individus et les familles sont dans l'impossibilité de garantir leur subsistance. Ce type de définition semble alors surtout adaptée aux sociétés préindustrielles ou en voie d'industrialisation, telle l'Angleterre du XIX^e siècle où la question sociale est dominée par la question du paupérisme, combinaison des effets induits par l'industrialisation massive et par la concentration des classes laborieuses dans des quartiers de taudis (Paugam, 1996). Dans ce contexte, la pauvreté est clairement définie par l'entremise de la notion de subsistance : est considéré comme pauvre, celui qui n'est pas en mesure de subvenir à ses besoins élémentaires ou de base. Les premiers essais d'opérationnalisation de la notion, proposés par Charles Booth (1902-1903) et Seebohm Rowntree (1901, 1937) dans leurs différentes enquêtes sociales sur les conditions de vie des familles, renvoient aux connaissances produites par les premiers nutritionnistes allemands, anglais et américains – les travaux de Kuczynski et Zuntz en Allemagne ou ceux de Atwater en Amérique, par exemple (Townsend, 1962). De manière générale, ces travaux retiennent, à partir de différentes sources de données, les quantités de calories et de protéines nécessaires pour un homme de taille moyenne. Ces quantités sont traduites sous la forme d'un régime alimentaire de base, puis le montant d'argent nécessaire pour se le procurer est évalué (Townsend, 1962). Ils introduisent évidemment des pondérations en fonction du sexe et de l'âge de la personne, celle-ci sera considérée comme pauvre si elle ne peut assurer les dépenses reliées à l'achat des produits composant le régime alimentaire de base.

Si ces travaux sont essentiellement menés dans le courant du XIX^e siècle et dans un contexte où l'industrialisation et le développement social apparaissent encore limités, il

n'en reste pas moins que cette conception substantive et absolue de la pauvreté a continué et continue encore à influencer certaines approches passées et présentes de ce phénomène. Ainsi, Seebohm Rowntree mène sa dernière enquête sur le sujet dans la ville de York en 1952 et un acteur aussi influent que Beveridge (1942) s'est encore largement appuyé sur cette conception lorsqu'il a élaboré le système de sécurité sociale anglais au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (Townsend, 1993). Mais cette conception absolue de la pauvreté ne se retrouve pas seulement dans les travaux de chercheurs ayant débuté leur carrière au XIX^e siècle ou auprès des politiques qui orientèrent l'élaboration et l'instauration des systèmes de sécurité sociale au milieu du XX^e siècle. Elle est encore appliquée aujourd'hui par certains auteurs qui ne souhaitent pas que la notion de pauvreté soit dissociée de certaines dimensions qu'ils appréhendent comme fondamentales, telles que les questions de la famine ou de la faim dans le monde (Sen, 2000). Elle est aussi plus souvent appliquée dans le contexte des pays dits en « voie de développement » ou du « Tiers-Monde » où les théories et mesures de la pauvreté ont aussi tendance à être plus radicales que dans l'hémisphère nord (Townsend, 1993). Cependant, il ne s'agit pas de conclure que l'approche absolue se cantonne aux pays pauvres. Au contraire, la pauvreté et sa mesure font également l'objet de débats dans les pays riches. Ainsi, au Canada, plusieurs mesures de la pauvreté ou de la défavorisation sociale sont proposées par différentes agences et institutions publiques ou privées de recherche, et les résultats auxquels ils aboutissent peuvent être très différents quant à l'intensité du phénomène (Séguin et Termote, 1997)¹. Au Canada, si plusieurs mesures de pauvreté s'inscrivent dans une approche de pauvreté relative, Sarlo (2001) du Fraser Institute a proposé une mesure de pauvreté absolue, qui a fait l'objet d'importantes critiques, notamment de la part du Conseil canadien de développement social.

1.2 Critiques de la définition et de la mesure de la *deprivation*

Peter Townsend, sociologue britannique, a sans conteste été un des auteurs dont la contribution à la recherche sur la définition et la mesure de la *relative deprivation* aura été marquante. Sa contribution retient d'autant plus notre attention qu'elle se trouve à l'origine des théories et des opérationnalisations actuellement à l'œuvre dans le champ des études urbaines lorsque l'on y aborde la question des inégalités. Dès le début des années 1960, cet auteur va critiquer et remettre en doute la validité d'une approche de la pauvreté qui la relie à la notion de subsistance (Townsend, 1962). En repartant des

1 Séguin et Termote (1997) fournissent une analyse de ces indicateurs de pauvreté et de leurs résultats pour le Canada, le Québec et la région métropolitaine de Montréal. Ils passent ainsi en revue le « Seuil de faible revenu » de Statistique Canada, les budgets « de subsistance » et « de confort minimum » du Dispensaire diététique de Montréal ou encore les indicateurs de pauvreté absolue développés par Sarlo pour l'Institut Fraser de Vancouver Sarlo, C. A. (2001), *Measuring Poverty in Canada*, The Fraser Institute: Critical issues bulletin, Vancouver.

travaux de Booth (1902-1903) et de Rowntree (1901, 1937), ainsi que du rapport sur la pauvreté coordonné par Beveridge (1942), Townsend retrace l'histoire de la notion de pauvreté en Angleterre et sa diffusion à d'autres pays par l'entremise du régime impérial. Il constate qu'elle est surtout tributaire d'une vision générale et réductrice de l'humain, pour l'essentiel biologique, et reliée au métabolisme et à la dépense d'énergie requise par la survie. Elle prend en revanche peu en compte la variabilité des contextes historiques et géographiques. Townsend adresse ainsi plusieurs critiques à l'approche qui mesure la pauvreté à partir d'une liste de nécessités censée définir la « subsistance » dans une société donnée. En premier lieu, il remet en question l'idée que la « subsistance » d'un individu ou d'une famille se réduise à sa survie biologique, alors qu'il s'agirait aussi pour lui de prendre en compte le bien-être psychologique des personnes et les attentes auxquelles les individus sont confrontés s'ils veulent prendre pleinement part à la vie sociale. Pour clarifier ce point, Townsend (1962) a recours à l'exemple de la consommation de thé en Grande-Bretagne, soulignant que personne n'oserait affirmer qu'elle est essentielle à la survie biologique alors qu'elle revêt pourtant une importance sociale en permettant à l'individu de s'inscrire dans un réseau d'échange. S'il n'est pas nécessaire de rejeter le travail des nutritionnistes ou la dimension matérielle de la pauvreté, comme l'indique lui-même Townsend, cette dimension revêtant même une place importante dans sa propre conceptualisation de la *relative deprivation*, il convient cependant de reconnaître que les besoins sont eux-mêmes relatifs, c'est-à-dire qu'ils varient selon les contextes sociaux et temporels. C'est précisément la deuxième critique qu'il adresse aux conceptions absolues de la pauvreté, celle d'en faire un objet statique alors qu'il est dynamique et relatif, fonction du milieu et de l'époque dans lesquels vit un individu, des attentes qui sont formulées à son égard et des ressources qu'il est tenu de mobiliser pour les satisfaire (Townsend, 1962).

Townsend, à la suite d'autres auteurs avant lui (il cite entre autres Adam Smith et Alfred Marshall), a contribué de façon significative à la conception relative de la pauvreté, l'une des idées centrales étant que les besoins sont eux-mêmes relatifs d'une société à l'autre. Townsend (1962) propose alors quelques pistes pour améliorer la mesure de la pauvreté. Outre le fait qu'il souligne qu'il importe d'élargir la notion de besoins essentiels à d'autres domaines que la seule alimentation, il note aussi qu'il serait bon de prendre en considération la dimension dynamique du phénomène, en signalant que l'étude des trajectoires est aussi importante que celle des situations vécues à un moment donné. Il prône également que le seuil de pauvreté soit établi à partir d'une mesure dont la définition repose sur les revenus des ménages, en considérant par exemple que les individus et les ménages seront pauvres si leurs revenus représentent

moins que 50 % ou moins des deux tiers du revenu moyen ou médian². Enfin, il considère que la mesure de la pauvreté devrait également prendre en compte la distribution des ressources non monétaires entre les individus et les familles, par exemple l'accès aux services et équipements publics ou encore la valeur (qui ne se traduit pas en revenu) de la production domestique. Notons cependant que ces deux dernières propositions sont partiellement contradictoires, puisqu'elles supposent dans le premier cas, celui d'un seuil de revenu, une mesure de la pauvreté à partir du seul critère du revenu alors que dans le second cas, les ressources des ménages englobent un éventail beaucoup plus vaste que le seul revenu. Cette contradiction suscitera d'ailleurs quelques critiques à l'égard des travaux de Townsend (Piachaud, 1981).

Les organismes internationaux seront aussi interpellés par les débats entourant la mesure de la pauvreté. Dans le courant des années 1970, une remise en cause de la définition de la pauvreté en lien avec la notion de subsistance apparaît et elle est essentiellement motivée par la volonté de mener des comparaisons internationales plus précises. Elle est portée principalement par la Banque mondiale (BM), l'Organisation internationale du travail (OIT) et la Commission des communautés européennes. Ces agences internationales font dès lors reposer leur action sur une définition de la pauvreté où la notion de « besoins de base » se substitue à celle de subsistance, comme en témoigne l'extrait suivant :

Firstly, they include certain minimum requirements of a family for private consumption : adequate water, shelter and clothing, as well as certain household furniture and equipment. Second, they include essential services provided by and for the community at large, such as safe drinking water, sanitation, public transport and health, education and cultural facilities. [...] In no circumstances should it be taken to mean merely the minimum necessary for subsistence; it should be placed within a context of national independence, the dignity of individuals and peoples and their freedom to chart their destiny without hindrance (ILO/OIT, 1976 : 24-25 cité par Townsend, 1993 : 31-32).

Cette définition, même si elle incorpore des dimensions évoquées par Townsend comme la notion d'accès aux services et aux équipements publics, n'est pas exempte de lacunes. Townsend (1993) reconnaît que la notion de « besoins de base » constitue un élargissement de celle de subsistance et qu'elle ne se limite plus seulement à la reconnaissance des besoins individuels et familiaux mais aussi à ceux de la communauté, il maintient cependant à son égard certaines critiques énoncées auparavant. Selon Townsend, les besoins des populations ne peuvent être définis

2 C'est ce type de mesure qui est souvent utilisé aujourd'hui dans les comparaisons internationales puisque, reposant sur les seuls revenus des ménages, il neutralise les effets liés aux taux de change. La mesure de faible revenu (MFR) de Statistique Canada correspond à ce type de mesure en fixant le faible revenu à 50 % du revenu familial ajusté (pour plus de détails, le lecteur peut se reporter à la publication suivante : Statistique Canada, 2005, *Les seuils de faible revenu de 2004 et les mesures de faible revenu de 2002*, Ottawa : Statistique Canada).

seulement en référence aux besoins physiques évidents des individus et des communautés locales. La liste des besoins dépend du développement et du fonctionnement des sociétés. La pauvreté ne peut ainsi être pensée séparément de la structure sociale dans laquelle elle s'inscrit, entendue comme les risques inégalement répartis d'être pauvre entre les différentes catégories de la population. De même, les attentes des populations à l'égard du développement économique et social de leur société devraient également faire partie de la réflexion sur la pauvreté, puisque le niveau de développement actuel et son évolution future dépendent de l'organisation sociale dans son ensemble et, en particulier, des rapports qui existent entre le marché privé et les institutions publiques, ainsi que des mécanismes de redistribution de la richesse aux échelons national et international. Townsend (1993 : 33) conclut dès lors son analyse en liant la définition de la pauvreté aux politiques publiques mises en place pour la combattre. En comparant différentes situations nationales, il apparaît en effet que les pays qui adoptent une définition absolue de la pauvreté sont les plus enclins à miser sur la croissance économique pour la réduire. À l'inverse, les pays où la définition de la pauvreté inclut des éléments matériels et sociaux sont aussi ceux où les solutions préconisées intègrent une combinaison complexe de facteurs : la croissance économique, la redistribution de la richesse et la réorganisation des institutions économiques privés et publiques.

Ces théories et réflexions sur le développement économique et le changement social reprennent des éléments de base que Townsend propose, depuis ses premiers travaux, en vue d'élaborer une approche relative de la pauvreté liée aux variations historiques et géographiques des contextes. Ainsi, depuis ces premiers travaux, Townsend fait référence au concept de *relative deprivation* :

Poverty is not an absolute state. It is relative deprivation. Society itself is continuously changing and thrusting new obligations on its members. They, in turn, develop new needs. They are rich or poor according to their share of the resources that are available to all (Townsend, 1967 : 225).

Reconnaître que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel qui n'est ni constant dans l'espace ni permanent dans le temps, tel est le défi que Townsend va poursuivre au fil de ses travaux et des différentes formulations qu'il va donner du concept de *relative deprivation*.

1.3 Un concept relatif et multidimensionnel

Pour dépasser les limites des conceptions absolues de la pauvreté, Townsend va développer au travers de plusieurs études qu'il poursuit aux échelles locale, nationale ou internationale, une vision relative et multidimensionnelle de la pauvreté ou, plus

précisément, de la *relative deprivation*, qui combine des indicateurs comme le manque de bien-être ou la faiblesse de la participation sociale. Cette approche se construit par l'entremise de différentes propositions théoriques ainsi que par l'élaboration d'outils de mesure, les deux opérations de recherche étant intrinsèquement liées, les outils cherchant à opérationnaliser les principes théoriques énoncés.

Il est opportun, dans un premier temps, de rappeler la définition du concept de *relative deprivation* dans sa formulation la plus connue et la plus souvent reprise par les travaux actuels :

The concept [of deprivation] has to be distinguished from poverty. People can be said to be deprived if they lack the material standards of diet, clothing, household facilities, working, environmental and locational conditions and facilities which are ordinarily available in their society, and do not participate in or have access to the forms of employment, occupation, education, recreation and family and social activities and relationships which are commonly experienced and accepted. If they lack or are denied resources to obtain these conditions of life and for his reason are unable to fulfill membership of society they can be said to be in poverty. The first turns on the level of conditions or activities experienced, the second on the incomes and other resources directly available (Townsend, Corrigan et Kowrzik, 1987 : 85).

Il importe d'ailleurs de souligner que cette définition s'applique aux conditions d'existence et non aux seuls niveaux de revenu ou de ressources, ce qui permettrait de distinguer les concepts de *deprivation* et de pauvreté.

Deprivation may be defined as a state of observable and demonstrable disadvantage relative to the local community or the wider society or nation to which an individual, family or group belongs. The idea has come to be applied to conditions [that is, physical, environmental and social states or circumstances] rather than resources and to specific and not only general circumstances, and therefore can be distinguished from the concept of poverty (Townsend, 1987 : 125).

Un des objectifs de toute recherche sur la *deprivation* est de fixer ce niveau standard ou ordinaire des conditions d'existence. Townsend (1987, 1993) propose lui-même trois méthodes possibles : la première renvoie au niveau atteint par la majorité de la population en ayant recours au calcul de la moyenne ou d'autres mesures de tendance centrale ; la seconde s'appuie sur les standards et minima fixés par les institutions d'aide et de sécurité sociale ; enfin, la troisième privilégie l'enquête par questionnaire auprès de la population pour estimer les conditions d'existence dont elle jouit et les éléments qu'elle juge indispensables parmi celles-ci (aspect subjectif). C'est cette dernière voie que Townsend (1987) empruntera à plusieurs reprises, entre autres, dans les enquêtes qu'il coordonne sur la pauvreté et la *relative deprivation* dans l'agglomération de Londres. Elle a l'avantage de permettre la mesure du phénomène

dans ses composantes objectives et subjectives, et ainsi de prendre en compte dans l'analyse les éventuels écarts entre ce que les individus et les familles expérimentent comme conditions d'existence et ce à quoi ils s'attendent dans ce domaine.

Il n'en reste pas moins que la mesure empirique d'un niveau standard ou « ordinaire » de conditions d'existence constitue une étape délicate de la recherche et qu'elle peut susciter de vifs débats sur les éléments qu'il s'agit d'y inclure, ainsi que sur le niveau à partir duquel, comme le précise lui-même Townsend (1993), les conditions d'existence d'un individu, d'une famille ou d'un groupe donné, s'écartent significativement de ce standard. C'est que les conditions d'existence entre « nantis » et « pauvres » ont eu tendance à se rapprocher dans un ensemble de domaines. Ainsi, des travaux canadiens ont montré qu'il existait peu de différences dans le degré d'équipement des ménages et de qualité des logements en termes de services de base – l'eau courante, les toilettes intérieures... – entre ceux qui se trouvaient en dessous ou au-dessus du seuil de faible revenu défini par Statistique Canada (Sarlo, 2001). Il s'agit toutefois d'être prudent face à un tel résultat. Il peut en effet largement être influencé par le critère retenu ici pour définir la pauvreté, le seuil de faible revenu de Statistique Canada, agence qui a d'ailleurs toujours pris soin de préciser qu'il s'agissait d'une mesure des « conditions précaires ». Elle s'interprète donc moins comme une mesure de la pauvreté que comme une mesure de l'inégalité de revenu (Séguin et Termote, 1997). Par ailleurs, les critères retenus peuvent masquer d'autres inégalités expérimentées par les ménages, que ce soit la taille du logement, son état général ou son isolation thermique, ou encore la qualité du voisinage dans lequel il s'insère, sa composition sociale ou son niveau en équipements publics et privés. Au Canada, l'on observe ainsi au travers des enquêtes sociales une corrélation positive entre la qualité de vie observée dans un quartier résidentiel et le niveau de revenu des ménages, entre autres, lorsqu'il s'agit d'évaluer le bien-être des enfants (Peters, 2002).

Si la notion de *deprivation* est clairement relative, elle apparaît également – les quelques remarques qui précèdent en attestent –, multidimensionnelle dans ses composantes. Ainsi, Townsend (1987b) insiste sur l'idée, d'après lui largement partagée, que la *deprivation* prend une variété de formes. Il distingue cependant entre les dimensions matérielles et sociales du phénomène. D'une part, les individus peuvent ne pas avoir accès aux biens matériels offerts par la vie moderne ou aux services et équipements accessibles dans l'environnement immédiat et, d'autre part, ils peuvent être privés de la participation aux activités, coutumes et relations ordinaires en vigueur dans leur société (Townsend, Corrigan et Kowrzik, 1987 : 86). De plus, il ajoute que ces deux dimensions principales de la *deprivation* peuvent également être subdivisées à leur tour en sous-catégories. Il est alors possible d'envisager qu'un individu puisse connaître

une situation de *deprivation* simple ou multiple, et les combinaisons attendues seraient plus souvent paradoxales que cohérentes et linéaires. Un même individu peut en effet se retrouver défavorisé (*deprived*) sur son lieu de travail mais pas à son domicile, ou vice versa, et un individu peut expérimenter un état de défavorisation (*deprivation*) sociale moins profond que ce que sa situation matérielle laisserait présager.

1.4 La mesure de la *deprivation*

Un autre point sur lequel Townsend revient avec insistance est la question de la mesure de la *relative deprivation* et, en particulier, sur le choix des indicateurs qu'il s'agit de retenir pour en couvrir les dimensions matérielles et sociales. Elles peuvent faire l'objet de mesures directes ou indirectes, c'est-à-dire être saisies à l'aide d'indicateurs qui décrivent directement une condition d'existence particulière – par exemple, la présence de l'eau courante dans un logement, la possession d'une automobile, l'accès à un équipement collectif... – ou indirectement au travers d'indicateurs qui reflètent un statut ou une position sociale dont on peut raisonnablement penser qu'il ou elle contribue à la défavorisation sociale de la personne – par exemple, la monoparentalité, l'immigration récente, le chômage ou le sous-emploi... Townsend (1987b : 89) insiste toutefois pour que les analyses distinguent, d'une part, les conditions générales susceptibles de causer un état de *deprivation* et, d'autre part, les personnes qui font l'expérience de cette *deprivation*. Autrement dit, il est non fondé d'inclure dans la définition de la *deprivation* le fait d'être une mère ou un père monoparental, d'être un immigrant ou d'appartenir à une minorité visible, même si une partie importante de ces catégories peuvent expérimenter des conditions d'existence défavorables, ce n'est pas leur statut qui doit être mesuré, mais bien leur éventuelle *deprivation* (Townsend, Corrigan et Kowrzik, 1987 : 89). La distinction entre condition et statut a aussi une implication pratique. Les indices de *deprivation* sont en effet souvent élaborés, en Grande-Bretagne, dans le cadre de politiques de développement régional qui prévoit l'allocation différenciée de ressources et d'aides en fonction de la défavorisation estimée des villes et des quartiers (DETR, 2000). La mesure de la *relative deprivation* s'ouvre alors aussi sur des débats et enjeux politiques, les anciennes villes industrielles du nord de l'Angleterre faisant souvent prévaloir que le faible niveau de présence étrangère sur leurs territoires les empêche d'accéder aux programmes de subsides prévus par les politiques de régénération urbaine et de développement régional. Après avoir discuté de quelques-uns de ces indices au milieu des années 1980, Townsend (1987a et 1987b) va proposer sa propre mesure de la *relative deprivation*. Elle comporte 77 indicateurs qui couvrent différents aspects des dimensions matérielle et sociale de la *deprivation* (tableau 1).

Tableau 1 : Les dimensions matérielles et sociales de la *deprivation* relative

<i>Deprivation</i> matérielle	<i>Deprivation</i> sociale
Alimentation	Droits reliés à l'emploi
Habillement	Activités familiales
Logement	Intégration à la communauté
Équipement du logement	Participation formelle aux institutions sociales
Environnement physique	Loisir
Localisation	Éducation
Travail (rémunéré et non rémunéré)	

Source : Townsend, 1987b, p. 90 (Traduction des auteurs).

Notons que l'indice de *deprivation* élaboré par Townsend fait partie d'un dispositif de recherche qui prévoit mener une enquête par questionnaire auprès des populations étudiées. C'est ce choix méthodologique qui rend possible l'accès à un large éventail d'informations et de données, entre autres, dans le domaine de la *deprivation* sociale dont la mesure paraît plus ardue, puisqu'elle renvoie notamment à des éléments relevant de l'intensité et de la qualité de l'insertion relationnelle d'un individu, ce qui nécessite la mobilisation d'outils propres à l'étude de la structure des réseaux sociaux et au support que les individus peuvent en retirer (Degenne et Forsé, 1994; Mercklé, 2004). Il convient alors de reconnaître que la mesure de ces différents éléments sociaux de la *deprivation* est une tâche ardue et que la manière dont ils interfèrent sur l'ensemble du phénomène est encore largement sujet à débats³. Aussi est-il rare de trouver des mesures de ces dimensions sociales dans les travaux actuels sur la *deprivation* relative (Townsend, 1993). Ils sont au mieux saisis par des indicateurs pouvant traduire un isolement de certaines catégories sociales, telles que les mères ou pères monoparentaux, les personnes âgées vivant seules, les immigrants récents... Ces mesures reposent cependant encore le plus souvent sur l'hypothèse de cet isolement sans qu'elle ait toujours fait l'objet d'une vérification empirique.

On touche alors ici à une troisième caractéristique du concept de *relative deprivation*. Il véhicule une conception intégrative du social, c'est-à-dire, comme l'indique Townsend, que « scientists must consider deprivation as the darker side of the entire life-style of a people » (Townsend, Corrigan et Kowrzik, 1987 : 86). Dans cette perspective, la *relative deprivation* est dommageable parce qu'elle compromet l'intégration sociale de l'individu, c'est-à-dire sa participation aux relations sociales, coutumes et activités

3 On en veut pour preuve les très nombreux travaux et débats sur les effets de contexte ou de milieu, sur le rôle du capital social dans les quartiers dégradés ou encore sur les opportunités auxquelles donneraient accès certains espaces ou certains types de relations sociales (Ellenet Turner, 1997; Galster, 2002; Kleit, 2002).

jugées normales dans une société donnée, marquée par un niveau de développement et un style de vie particuliers. Cependant, la référence que Townsend propose à la notion de style de vie pose problème. En effet, il est rare qu'une société soit marquée par un seul style de vie. Il s'agit plutôt de reconnaître que plusieurs styles de vie peuvent coexister à l'intérieur d'un même espace et d'une même période (Piachaud, 1981). D'une certaine manière, la vision trop intégrative ou holistique de Townsend ne permet pas de prendre en compte les variations que les individus expriment par l'entremise du goût et des préférences. Ainsi, si l'on reprend l'exemple du thé cité plus haut, rien n'indique que tout le monde en apprécie le goût ! Pas plus que les besoins, les préférences ne sont absolues. L'exemple du thé peut certes paraître anecdotique, il permet cependant d'illustrer simplement un processus plus général, celui de la constitution des préférences au sein d'une population particulière et les effets qu'elles peuvent avoir sur l'ensemble de la structure sociale. Les préférences liées aux choix résidentiels des ménages constituent un bon exemple de ce processus. On sait par exemple que les préférences sous-jacentes en termes de composition ethnique du voisinage peuvent avoir des effets ségrégatifs puissants (Schelling, 1980). C'est alors la capacité de choisir qui distingue les individus les uns des autres, plus que les conditions d'existence différentes qu'ils expérimentent. Il est cependant possible de reconnaître, dans l'un et l'autre cas, que les revenus et les ressources dont disposent les individus et les ménages jouent un rôle important, puisque c'est leur niveau suffisant qui protège en partie des conditions d'existence les plus pénibles et ouvre aux individus une capacité de choix plus grande.

2. LES MESURES DE L'URBAN DEPRIVATION : QUELLES DONNÉES, QUELLES MÉTHODES ?

La conception de la pauvreté énoncée par Townsend au travers de la notion de *relative déprivation* a été largement reprise dans le domaine des études urbaines, de nombreuses recherches reprenant sa définition et s'attardant aux questions de méthode reliées à sa mesure. La formulation d'un indice de *deprivation* urbaine devient ainsi un objet central dans la littérature anglo-saxonne.

La notion de *deprivation* a fait l'objet d'un investissement de la part de certains géographes et sociologues. Certains ont développé des mesures de l'*urban deprivation* sur la base d'enquêtes originales réalisées auprès des ménages. D'autres ont développé des mesures à partir de données disponibles, essentiellement des données provenant des recensements. Herbert (1975) s'attache par exemple à en donner une définition qui tienne mieux compte de ses dimensions spatiales. Si le point de départ de la démarche est sensiblement le même que celui de Townsend, l'auteur s'en tenant à une définition relative du phénomène, la théorie qu'il propose se structure également à partir d'autres arguments. La pauvreté est d'abord posée en tant que facteur central, premier et déclencheur, de l'ensemble des mécanismes et processus qui conduisent à la dégradation du bien-être et du lien social au sein des quartiers défavorisés. Elle s'explique ensuite par un cycle familial de reproduction. Enfin, elle se combine à des processus de type ségrégatif, ainsi qu'à des effets de milieu, lesquels en façonnent la forme et les conséquences au niveau de l'espace urbain. Tentant d'opérationnaliser la mesure de la *deprivation* dans les quartiers, Herbert retient trois niveaux successifs d'analyse : celui de l'environnement physique et matériel (le cadre urbain) ; celui de l'environnement social désigné par l'auteur comme impersonnel (la composition sociale et ethnique des espaces de voisinage) ; et, enfin, celui de l'espace social que l'auteur qualifie de personnel (les attitudes, les styles de vie et les comportements en vigueur au sein d'une communauté sociale donnée). Au-delà de certaines maladresses au plan des notions utilisées (comme espace personnel et espace impersonnel), un des atouts de la démarche appliquée aux quartiers défavorisés de la ville de Cardiff, au début des années 1970, est de montrer qu'il n'existe pas d'enchaînements prédéfinis entre les trois niveaux d'analyse. À l'inverse, résultats d'enquête à l'appui, l'auteur indique bien que deux quartiers comparables en termes de cadre urbain et d'environnement social impersonnel (c'est-à-dire de même composition ethnique et sociale) peuvent se différencier de manière significative quant aux attitudes et conduites qu'y adoptent et transmettent les individus et les ménages, entre autres, à l'égard du respect de l'autorité ou de la réussite scolaire, ainsi que de l'éducation des enfants et des adolescents, les

taux de criminalité et la fréquence des déviances enregistrées variant alors d'un contexte à l'autre (Herbert, 1975).

Dans le second type de travaux, ceux basés sur des données secondaires, les moyens mis en œuvre pour évaluer l'*urban deprivation* varient considérablement d'une étude à l'autre. Il nous a semblé par conséquent judicieux de synthétiser au tableau 2 une vingtaine d'articles s'attachant à la mesurer, et ce, en fonction des dimensions de la *dérivation* retenues, des sources des données utilisées, de l'approche méthodologique et de l'unité spatiale de référence. L'objectif de cette section est donc de décrire les approches méthodologiques permettant de mesurer l'*urban deprivation* et non de décrire en détail les résultats obtenus dans les articles sélectionnés.

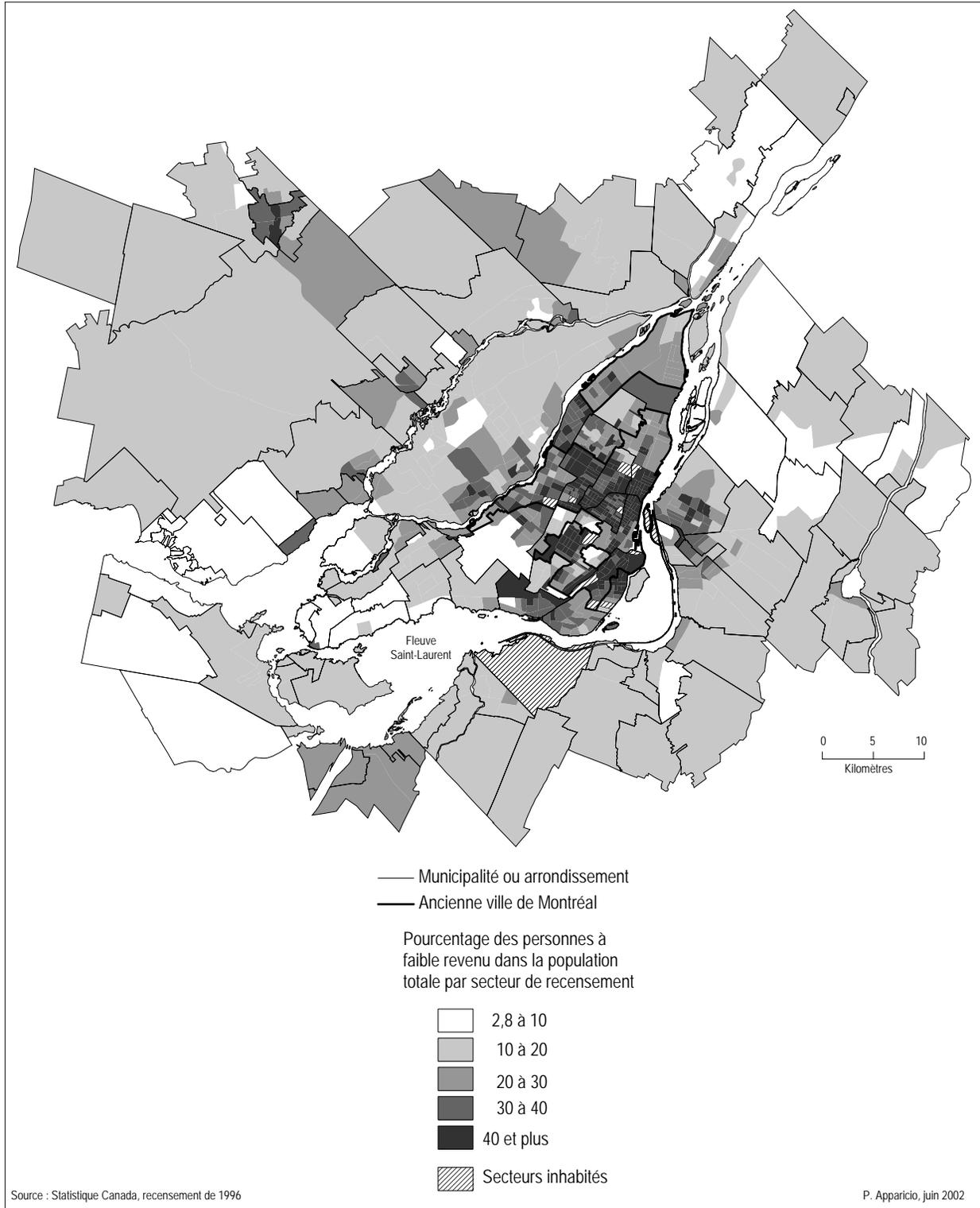
À la lecture de ce tableau synthétique, le premier constat d'ordre général que l'on peut avancer est que la plupart des auteurs utilisent presque uniquement des données issues de recensement de population avec comme ancrage spatial le secteur de recensement (*census tract*). À Montréal, par exemple, l'approche méthodologique la plus simple, proposée par de nombreux auteurs, pour repérer les espaces de *deprivation* consiste tout simplement à cartographier le pourcentage des personnes à faible revenu⁴ dans la population totale par secteur de recensement, cette mesure étant toutefois souvent accompagnée d'autres mesures basées sur d'autres variables (voir tableau 2) (Apparicio, 2002 : 35; Drouilly, 1996 : 301-304; Lemelin et Morin, 1991; Séguin, 1998) (voir en guise d'exemple la carte 1). Le recours à la variable « fréquence des unités à faible revenu » est tout à fait justifiable : elle représente en effet une mesure de la *relative deprivation* des individus qui permet de repérer à l'échelle intra-urbaine les personnes qui consacrent 20 % de plus que la moyenne de la population canadienne aux dépenses de nourriture, de logement et d'habillement. Par contre, l'inconvénient majeur de cette approche est qu'elle intègre uniquement la dimension matérielle de la *deprivation* et néglige la dimension sociale. En outre, elle qualifie la dimension matérielle seulement sous l'angle de la consommation en matière de logement, d'alimentation et d'habillement, et ne tient pas compte, pour ne citer que quelques exemples, du niveau d'éducation, de l'accessibilité aux services publics et privés et aux équipements collectifs et de la qualité de l'environnement physique dans lequel vivent les individus.

4 Dans le recensement canadien, il est en effet possible de connaître la fréquence des unités à faible revenu par secteur de recensement. Statistique Canada définit le seuil de faible revenu (SFR) de la façon suivante : « niveaux de revenu à partir desquels on estime que les familles ou les personnes hors famille consacrent 20 % de plus que la moyenne générale à la nourriture, au logement et à l'habillement » (2002, p. 182).

Tableau 2 : Tableau synthèse des indices d'urban dérivation

Références	Dimensions retenues	Source de données	Méthodes d'analyse	Unité spatiale de référence*	Espace d'étude
	Accessibilité aux services et aux équipements collectifs Éducation Environnement physique Logement Santé Socio-économique (revenus et emplois)	Images satellitaires, ortho-images Plan d'occupation du sol Recensement Autres	Construction d'un indice synthétique Statistique univariée et cartographie Statistique multivariée (régressions, méthodes factorielles) Méthodes d'analyse spatiale (autocorrélation, modélisation spatiale, etc.) Traitement d'images satellitaires		
Apparicio (2002)	✓	✓	✓	SR	Montréal
Drouilly (1996)	✓	✓	✓	SR	Montréal
Lemelin et Morin (1991)	✓	✓	✓	SR	Montréal
Séguin (1998)	✓	✓	✓	SR	Montréal
Apparicio <i>et al.</i> (2004)	✓	✓	✓	SR	Montréal
Broadway (1992)	✓	✓	✓	SR	7 villes canadiennes
Broadway et Jesty (1998)	✓	✓	✓	SR	22 villes canadiennes
Germain <i>et al.</i> (2001)	✓	✓	✓	SR	Montréal
Grégoire <i>et al.</i> (2001)	✓	✓	✓	SR	Montréal
Hebert (1975)	✓	✓	✓	ED	Cardiff
Martineau <i>et al.</i> (2004)	✓	✓	✓	SR	Montréal
Kitchen (2001)	✓	✓	✓	SR	Montréal
Langlois et Kitchen (2001)	✓	✓	✓	SR	Montréal
Pacione (1995)	✓	✓	✓	D	Écosse
Bradford <i>et al.</i> (1995)	✓	✓	✓	ED, W, D	Angleterre
Fieldhouse et Tye (1996)	✓	✓	✓	CP	Bristol (Angleterre)
Harris et Longley (2002)	✓	✓	✓	CP	Bristol (Angleterre)
Kearns <i>et al.</i> (2000)	✓	✓	✓	CP	Écosse
Longley et Tobón (2004)	✓	✓	✓	ED	Bristol (Angleterre)
Pampalon (2000)	✓	✓	✓	SD	Québec
DETR (2000)	✓	✓	✓	W	Angleterre

* CP: Codes postaux; D: District; ED: Enumeration district; SD: Section de dénombrement; SR: Secteur de recensement; W: Ward.



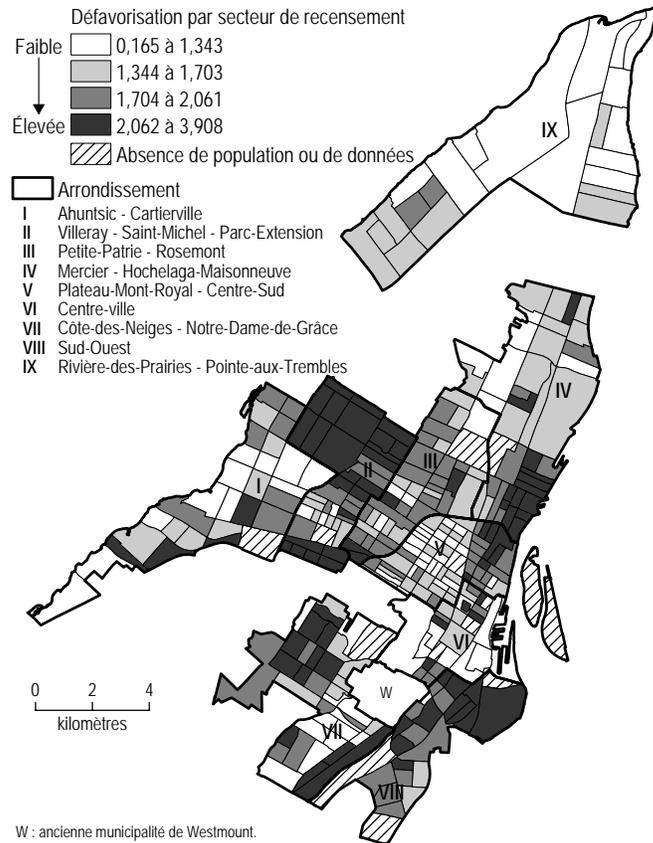
Carte tirée de Apparicio (2002 : 35).

Carte 1 : Les espaces de pauvreté de la région métropolitaine de Montréal en 1996

Un second groupe de chercheurs (Apparicio, Micic et Shearmur, 2004; Broadway, 1992; Broadway et Jesty, 1998; Germain *et al.*, 2001; Grégoire *et al.*, 1999; Herbert, 1975; Martineau *et al.*, 2004) construisent des indices synthétiques de *deprivation* à partir de quelques variables issues des recensements de population. Par exemple, Apparicio *et al.* (2004) élabore un indice de *deprivation* pour le territoire de l'ancienne ville de Montréal qui est en fait la sommation de cinq variables préalablement standardisées sur une échelle de 0 à 1 : le pourcentage des familles monoparentales dans l'ensemble des familles, le taux de chômage, le pourcentage des personnes à faible revenu dans la population totale, le pourcentage des personnes de 20 ans et plus avec une scolarité inférieure à une neuvième année et le pourcentage d'immigrants récents⁵ (arrivés entre 1996 et 2001) dans la population totale. L'indice synthétique de *deprivation* varie donc potentiellement de 0 à 5, soit respectivement d'une *deprivation* minimale à une *deprivation* maximale (carte 2). Cette démarche est donc plus élaborée puisqu'elle prend en compte plusieurs situations en lien avec la *deprivation*. En effet, au quotidien, une situation de *deprivation* se manifeste rarement par une seule caractéristique, que ce soit la monoparentalité, la faible scolarité, le chômage, les faibles revenus personnels ou familiaux, mais le plus souvent par le cumul de plusieurs de ces « handicaps ». L'évaluation de la *deprivation* doit par conséquent intégrer et évaluer simultanément plusieurs facteurs. L'indice proposé par Apparicio *et al.* (2004), même s'il est plus élaboré sur le plan méthodologique que la simple cartographie du pourcentage de personnes à faible revenu dans la population totale, est néanmoins loin d'être parfait puisqu'il n'intègre aucune variable permettant l'évaluation de plusieurs dimensions de la *deprivation* telles que définies par Townsend, notamment la dimension liée au réseau social, l'accessibilité aux services publics et privés et aux équipements collectifs.

Un troisième groupe de chercheurs proposent des approches multidimensionnelles d'évaluation de la *deprivation* basées sur l'utilisation de nombreuses variables issues de recensement de population (Kitchen, 2001; Langlois et Kitchen, 2001; Pacione, 1995). Par exemple, Langlois et Kitchen (2001) sélectionnent une vingtaine de variables au niveau des secteurs de recensement regroupés autour de six dimensions (voir tableau 3 ci-dessous). Les auteurs procèdent ensuite à une analyse en composantes principales (ACP) qui leur permet d'identifier cinq facteurs de l'*urban deprivation* dont la distribution spatiale présente une spécificité :

5 Le pourcentage d'immigrants récents a été intégré dans la construction de l'indice de défavorisation puisque des études récentes ont révélé l'existence d'un lien entre la pauvreté urbaine et l'immigration au Canada (voir point 4 ci-dessous).



Carte tirée de Apparicio *et al.* (2004 : 13).

Carte 2 : Distribution spatiale de la *relative deprivation* dans l'ancienne ville de Montréal en 2001

Tableau 3 : Un exemple de mesure de l'*urban deprivation* au travers de six dimensions et vingt variables

<p>Dimension 1 : démographie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - taux de croissance de la population entre 1991 et 1996 - le pourcentage des hommes dans la population totale - le pourcentage de la population âgée de 15-25 ans - le pourcentage de la population de 65 ans et plus - le pourcentage des célibataires - le pourcentage des ménages dirigés par une femme célibataire <p>Dimension 2 : revenu</p> <ul style="list-style-type: none"> - le revenu médian des ménages - le pourcentage des familles vivant sous le seuil canadien des faibles revenus <p>Dimension 3 : éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pourcentage de la population de 15 ans et plus qui atteint un niveau collégial ou inférieur <p>Dimension 4 : langue</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pourcentage de la population dont la langue maternelle n'est aucune des langues officielles 	<p>Dimension 5 : logement</p> <ul style="list-style-type: none"> - la valeur moyenne des logements - le pourcentage des locataires - le pourcentage des logements occupés nécessitant des transformations importantes - le pourcentage des logements occupés construits avant 1960 <p>Dimension 6 : emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pourcentage des jeunes de 15-25 ans au chômage - le pourcentage des jeunes de 15-25 ans dans la population active - le pourcentage de la population masculine de 15 ans et plus sans emploi - le pourcentage de la population masculine de 15 ans et plus dans la population active - le pourcentage de la population féminine de 15 ans et plus sans emploi - le pourcentage de la population féminine de 15 ans et plus dans la population active
--	--

Source : Langlois et Kitchen (2001), p. 128 (traduction des auteurs).

-
- La première dimension combine des variables d'âge et de conditions de logement avec une contribution élevée des variables identifiant les jeunes âgés de 15 à 25 ans, les personnes célibataires, ainsi que l'ensemble des variables liées au logement : proportion élevée de locataires, nombre élevé de logements nécessitant des réparations majeures et représentation élevée des logements construits avant 1960.
 - La deuxième dimension combine également une variable d'âge mais, cette fois, à des variables mesurant la participation au marché du travail : elle associe dès lors les personnes âgées aux niveaux des taux d'activité féminins et masculins.
 - La troisième dimension oppose les familles déclarant un revenu élevé et des valeurs immobilières également élevées aux personnes ayant un faible niveau d'instruction.
 - La quatrième dimension isole la variable identifiant les personnes dont la langue maternelle n'est aucune des deux langues officielles : elle identifie ainsi les espaces où se concentrent les minorités ethniques et les populations immigrantes.
 - La cinquième dimension combine des variables reliées à l'âge, celles qui caractérisent les populations âgées de 15 à 25 ans, et des variables décrivant l'emploi : cette dimension revêt des valeurs positives et négatives, traduisant l'hétérogénéité des situations vécues par les jeunes de 15 à 25 ans, dont la participation au marché du travail est conditionnée par la poursuite des études.

Par la suite, les auteurs construisent une typologie à partir des coordonnées des secteurs de recensement sur les cinq premières composantes de l'ACP, qui leur permet ainsi de décrire l'intensité de la *deprivation* à l'échelle intramétropolitaine.

Ce type de mesures multidimensionnelles bien qu'il englobe de nombreuses variables regroupées en quelques dimensions ne permet qu'une adéquation très imparfaite avec les différentes dimensions de la *deprivation* telles que définies par Townsend. C'est là que réside une des grandes limites de l'utilisation des données censitaires pour l'analyse fine de la *deprivation*. Par exemple, ces mesures ne nous renseignent pas sur l'intensité et la nature des manques alimentaires, l'inadéquation de l'habillement, la sécurité et l'hygiène sur le lieu de travail, la faiblesse du réseau familial et social, l'absence de droits liés à l'emploi ou de participation formelle à des institutions, qui constituent des indicateurs des dimensions matérielle et sociale de la *deprivation* (Townsend, Corrigan et Kowrzik, 1987).

Malgré le vaste éventail des dimensions intégrées par Townsend dans la définition de la *relative deprivation*, certaines dimensions ont été négligées par ce dernier comme par exemple la qualité de l'environnement physique. Les développements récents dans le

domaine des systèmes d'information géographique (SIG) permettent d'intégrer cette nouvelle dimension. Deux nouvelles notions ont d'ailleurs fait leur apparition dans la littérature scientifique, celles d'injustice environnementale et d'équité environnementale (Bullard, 1996; Bryant, 1995; Johnston, 1994).

Environmental injustice can be defined as the disproportionate exposure of communities of color and the poor to pollution, and its concomitant effects on health and environment, as well as the unequal environment protection and environmental quality provided through laws, regulations, governmental programs, enforcement, and policy (Maantay, 2002 :161).

A fundamental question in environmental justice research concerns environmental equity—whether the spatial distribution of environmental risk is indeed equitable among different racial and socioeconomic groups (Mennis et Jordan, 2005 : 249).

Avec les SIG, il devient aussi beaucoup plus facile de mesurer avec précision l'accessibilité aux services et aux équipements collectifs qui sont des ressources dont la répartition peut varier considérablement à l'intérieur des villes.

Pour mesurer ces dimensions (accessibilité aux services et équipements, qualité de l'environnement physique, etc.) et élaborer des indicateurs, il existe différentes sources de données. Ces données peuvent être par exemple extraites d'images satellitaires, de cartes d'occupation du sol pour l'environnement physique, et de fichiers reprenant toute une série de services et d'équipements collectifs intégrés dans un SIG pour calculer des mesures d'accessibilité. La qualification des espaces de *deprivation* dans toute leur complexité nécessite donc des données de sources diverses à l'échelle la plus fine possible (si possible des données désagrégées qui peuvent ensuite être agrégées en fonction des besoins de mesure particuliers) et, par conséquent, des traitements de fusion de données spatiales qui ne sont pas toujours simples à mettre en œuvre.

Du côté de la sociologie, de nouvelles techniques de collecte d'informations sur les réseaux sociaux (Charbonneau et Turcotte, à paraître) et sur la participation à la vie sociale devraient aussi permettre de mesurer l'isolement social de façon beaucoup plus précise qu'en utilisant des variables qui captent de façon très imparfaite l'ampleur et la qualité des réseaux, comme la monoparentalité ou le fait de vivre seul. De ce côté, de nouveaux développements pourront être réalisés sous peu et nous renseigner sur tout le volet plus « social » de la mesure de la *deprivation*.

Un autre aspect méthodologique dans la mesure de la *deprivation* mérite notre attention, il s'agit de l'échelle d'observation du phénomène. Un groupe d'auteurs (Bradford, Robson et Tye, 1995; Fieldhouse et Tye, 1996; Harris et Longley, 2002; Kearns, Gibb et Mackay, 2000; Longley et Tóbon, 2001) préconisent l'utilisation de données à une

échelle plus fine que les secteurs de recensement au Canada ou le *ward* en Angleterre, soit au niveau du code postal ou au niveau de l'îlot. Cette préoccupation n'est pas nouvelle tel qu'en témoignent les propos de Herbert écrits au milieu des années 1970 :

The form of the data-collection grid strongly affects the pattern and their recommendation was that analysis should be carried out at more than one scale; a coarse net to produce a generalized pattern and a finer level to show detail (1975 : 364).

On rejoint ici le problème du *modifiable areal unit problem* (MAUP) – problème de l'agrégation des données au niveau d'une unité spatiale trop grande et problème de découpage – largement décrit (Amrhein et Reynolds, 1996, 1997; Amrhein et Wong, 1996; Fotheringham et Wong, 1991; Jelinski, 1996; Openshaw, 1984a, b). Selon ce groupe de chercheurs, l'hétérogénéité sociale et physique de plusieurs secteurs de recensement qui comprennent en moyenne 4000 habitants ou des *wards* en Angleterre comprenant en moyenne 5000 personnes, ainsi que les effets de découpage, peuvent masquer des zones de *deprivation* de taille plus réduite. En d'autres termes, le risque est de cibler uniquement des macrozones et d'oublier ainsi les microzones de pauvreté. Or, si ce ciblage s'opère dans le cadre de programmes de revitalisation urbaine ou de lutte à l'exclusion sociale ou encore de santé publique, une frange non négligeable de la population risque ne pas bénéficier de programmes dont elle aurait grand besoin.

La précision que l'on gagne à travailler sur des zones de petite dimension – les aires de diffusion du recensement canadien par exemple – est toutefois partiellement perdue puisque pour des raisons de confidentialité Statistique Canada a recours à l'arrondissement aléatoire. À cela s'ajoute l'imprécision liée au fait que certaines variables du recensement sont recueillies seulement auprès d'un échantillon de 20 % des ménages. L'erreur échantillonnale est plus grande à des échelles très fines. Les imprécisions dans les estimations sont ainsi plus grandes dans de petits territoires comprenant peu d'habitants comme les aires de diffusion que dans les plus grands territoires comme les secteurs de recensement ; et surtout quand il s'agit de mesurer des phénomènes plus marginaux, par exemple la ventilation du nombre d'immigrants selon des périodes d'arrivée au Canada ou la ventilation de la population active selon des catégories professionnelles. Aussi, concrètement, certaines variables socioéconomiques et sociodémographiques exploitables au niveau des secteurs de recensement ne le sont pas au niveau des aires de diffusion.

Quelles leçons peut-on tirer de cet inventaire, certes non exhaustif, des approches méthodologiques mises en œuvre pour identifier les espaces de *deprivation*. D'une part, il s'agit de recourir à des données à l'échelle la plus fine possible (en tenant compte toutefois des limites évoquées plus haut) afin de pouvoir identifier aussi les microzones

de *deprivation*. Cette approche a d'ailleurs l'avantage de permettre de « jouer avec les échelles d'analyse » et de construire par la suite ces propres découpages à partir des méthodes de détection de *clusters* spatiaux, notamment des mesures d'autocorrélation spatiale locales (indice LISA) (Anselin, 1995), des *k-means* spatiaux (Murray, 1999; Murray et Estivill-Castro, 1998), des régressions géographiquement pondérées (Fotheringham, Brunson et Martin, 2002), ou des méthodes de partitions spatiales (Lawson et Denison, 2002). D'autre part, il s'agit de recourir à d'autres sources de données que les recensements de population si l'on veut aussi évaluer les deux dimensions de la *deprivation* qui sont identifiées par Townsend.

3. APPLICATIONS À L'URBAIN DU CONCEPT DE RELATIVE DEPRIVATION

Comme nous l'avons signalé dans la section précédente, le concept de *relative deprivation* a été repris en études urbaines, sans toutefois que soit initié un processus d'investissement théorique débouchant sur un concept distinct de *deprivation* urbaine. Il a plutôt fait l'objet d'un ensemble d'usages empiriques en lien avec des problématiques spécifiques telles que les transformations du rapport salarial et du système productif, la *gentrification*, etc.

3.1 Relative deprivation et avenir des villes-centres

La plupart des travaux empiriques sur la *deprivation* urbaine insistent sur la dimension économique du phénomène. Pacione (1995) argumente que la cause principale de *deprivation* est d'ordre économique à la suite de deux évolutions structurelles dans l'organisation de la production et du travail : la diminution des revenus liés à l'emploi dans les industries traditionnelles et l'accroissement du chômage de masse (Pacione, 1995). Ces propositions s'inscrivent dans un vaste ensemble de réflexions sur la crise de croissance dans lequel s'enfonce le capitalisme au début des années 1970. Au niveau spatial, une des principales conséquences de cette restructuration de la société industrielle et de la recomposition des systèmes productifs serait un risque accru de fragmentation et d'exclusion sociale, les populations défavorisées étant reléguées dans des espaces dégradés et coupés du reste de la ville (Mingione, 1998). Toutefois, cette hypothèse mérite d'être nuancée, les systèmes de protection sociale et les contextes urbains particuliers amortissant ou amplifiant l'onde de choc de la restructuration économique, les processus ségrégatifs et de relégation ne sont pas toujours de même ampleur et de même nature (Musterd et Ostendorf, 1998).

Les enquêtes sur la pauvreté indiquent clairement le lien qui existe, au niveau macrosocial, entre le risque d'être pauvre ou à faible revenu et l'intensité et le mode de participation au marché du travail (Séguin et Termote, 1997). De même, bien des espaces touchés par des forts taux de pauvreté sont ceux dont le développement était basé sur l'industrie lourde et manufacturière, comme les grandes villes industrielles du nord de l'Angleterre ou d'Amérique du Nord. Pour ces espaces, plusieurs auteurs ont indiqué la relation entre l'appartenance aux couches inférieures de la société et le niveau de *deprivation* dans une aire urbaine (Fieldhouse et Tye, 1996; Tunstall et Lupton, 2003). La *deprivation* tend alors à apparaître comme la conséquence de la disparition des emplois industriels dans les quartiers centraux et de l'insuffisance d'une reconversion économique vers des emplois de service assurant des niveaux identiques de rémunération et de sécurité. Plusieurs travaux étatsuniens sur la pauvreté urbaine, l'*underclass* et la dynamique sociale du ghetto, confirment ces deux hypothèses pour certaines grandes villes du middle-west ou du nord-est, dont Detroit ou Chicago par exemple (Kasarda, 1993a, b). Wilson insiste surtout sur la disparition de l'emploi industriel des grands centres urbains étatsuniens pour expliquer l'accroissement de la pauvreté et l'affaiblissement des liens communautaires dans les quartiers centraux déshérités. Il ouvre également un vaste débat sur l'existence d'une *urban underclass* dont les conduites et les attitudes seraient en rupture avec le reste de la société. Cependant, devant la mésinterprétation souvent faite de cette proposition, il va revenir sur ce terme, en insistant qu'il ne repose pas sur la constitution d'une culture de la pauvreté qui conduirait à la formation d'un corps social autonome menaçant l'ordre et la cohésion de la société (Wilson, 1994, 1997). Il abandonne dès lors la notion d'*underclass* pour la remplacer par celle de *ghetto poor*, plus en accord d'après lui, avec les résultats de nombreuses enquêtes de terrain auprès des travailleurs pauvres et des exclus des grands centres urbains étatsuniens, indiquant clairement qu'ils font principalement face à un déficit d'intégration sociale, qui se traduit par des conditions de logement dégradées et la pénibilité des emplois, et peu par le rejet des valeurs d'effort et de travail prônées par la société dans son ensemble (Newman, 1999; Nightingale, 1993; Wacquant, 1996). Malgré l'abandon du concept par Wilson, il continue à retenir l'attention de nombreux chercheurs, tant aux États-Unis qu'à l'étranger, la question de la formation d'une *underclass* nationale se posant alors systématiquement.

Le cas des villes étatsuniennes attire également l'attention sur une autre dimension souvent mentionnée comme constitutive ou, en tout cas, reliée à la problématique de la *deprivation* urbaine : le fait que les changements économiques et la polarisation sociale combinés aux évolutions démographiques et sociales de ces dernières décennies ont accentué les inégalités qui se déploient le long de lignes de différenciation sociales et

ethniques (Langlois et Kitchen, 2001). Aux États-Unis, c'est clairement la question du traitement inégalitaire de la population afro-américaine qui est au centre des débats, alors que dans bien d'autres pays, entre autres, européens, c'est le lien entre *deprivation* urbaine et immigration qui retient l'attention des chercheurs et de l'opinion publique. Ainsi, les conditions de logement des populations immigrantes sont souvent défavorables dans les grandes villes européennes, de nombreux travaux indiquant, par exemple, dans le cas de la Belgique, que les immigrants occupent principalement les espaces résidentiels résiduels correspondant aux quartiers anciens des centres-villes construits entre le milieu du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle (Alaluf *et al.*, 1993; De Lannoy et Kesteloot, 1990; Kesteloot, 1986). En France, le même type de relation a aussi été mis en évidence, cette fois, pour les espaces périphériques des grands centres urbains où se concentre un habitat social et public souvent dégradé et délaissé par les classes moyennes (Barou, 1999). Enfin, en Angleterre, les minorités ethniques issues de l'immigration, en particulier les populations provenant de l'Asie du Sud et du Sud-Est, de l'Afrique ou des Antilles, apparaissent plus défavorisées que le reste de la population (Fieldhouse et Tye, 1996). En un mot, la migration internationale semble participer de la problématique de la *relative deprivation*, la mondialisation influant alors doublement sur la trajectoire de nombreuses grandes métropoles en accentuant les effets de la restructuration économique et en favorisant la mobilité des personnes. L'immigration n'en constitue cependant pas un élément déterminant mais plutôt incident ou complémentaire, les origines du phénomène étant à rechercher dans la restructuration de l'économie et ses composantes sociales multiples, dont la fragilisation de la cellule familiale ou l'accès difficile au premier emploi pour les jeunes peu qualifiés (Ley, 1999).

La question de la *deprivation* urbaine a aussi été posée dans le contexte canadien. Elle a surtout été retenue dans le cadre des analyses sur les villes-centres et plus particulièrement de leurs quartiers anciens (*inner city*), c'est-à-dire les espaces urbanisés avant 1945. Ces espaces ont fait l'objet d'un important débat quant à leur devenir, se posant en filigrane la question de la spécificité de la situation canadienne par rapport au cas étatsunien. Des auteurs ont signalé et analysé le processus de *gentrification* à l'œuvre dans certains quartiers centraux des métropoles canadiennes, en prenant entre autres comme indicateurs de cette tendance l'augmentation de la proportion des diplômés de l'enseignement supérieur ou encore des professionnels qui choisissent d'y résider (Ley, 1996; Rose, 1996). Parallèlement, des travaux se penchant sur la *deprivation* ont montré que malgré la *gentrification* à l'œuvre, de nombreux quartiers anciens des grandes villes canadiennes ont connu un appauvrissement et une accumulation de problèmes sociaux suite à la restructuration de leur économie et aux transformations de leur marché du travail (Bourne, 1989). Ces deux évolutions

parallèles traduisent la polarisation sociale en cours au sein des métropoles (Hulchanski, 2002).

Les analystes s'accordent toutefois pour souligner que l'on n'assiste pas, dans les métropoles canadiennes, à la formation d'une *underclass* comparable à celle qui réside dans les quartiers centraux de leurs consœurs étatsuniennes. Les travaux sur la concentration de la *deprivation* urbaine ou sur la formation des espaces de pauvreté ont au contraire souligné, à maintes reprises et pour plusieurs villes, que les espaces qui cumulent l'ensemble des désavantages liés à la *deprivation* relative sont peu nombreux, que les espaces de pauvreté sont rarement socialement homogènes et que les facteurs qui conduisent à la formation des espaces de *deprivation* urbaine sont multiples (Langlois et Kitchen, 2001; Ley et Smith, 2000; Séguin, 1998). L'on n'assiste pas non plus dans les villes canadiennes à la formation de *ghettos poor*, la taille plus réduite et la composition plus hétérogène des espaces de pauvreté l'empêchant (Séguin, 1998). Les facteurs avancés pour expliquer cette différence sont également multiples, les principaux étant sans doute la différence que l'on enregistre dans les relations raciales et dans l'intervention de l'État entre les deux pays, le filet de protection sociale étant plus développé et plus centralisé au Canada qu'aux États-Unis, assurant une meilleure répartition de la richesse entre centres urbains pauvres et riches, ce qui est moins le cas aux États-Unis où l'aide sociale est largement décentralisée (Séguin et Divay, 2002). Enfin, les politiques du logement, les investissements publics dans les villes-centres et les programmes d'amélioration de l'habitat ancien ont sans doute aussi contribué à amortir les changements structurels de l'économie et leurs conséquences sociales.

Les travaux précédents reprennent principalement la notion de *relative deprivation* dans une perspective empirique. Trois raisons peuvent expliquer ces usages empiriques et *ad hoc* du concept de *deprivation* relative dans le champ des études urbaines canadiennes. La première est l'influence qu'aura eue l'évolution des quartiers centraux des métropoles étatsuniennes sur l'ensemble de la recherche urbaine en Amérique du Nord. Dans ce contexte, l'étude de l'évolution de ces quartiers constitue une sorte d'obsession intellectuelle régulièrement entretenue par les problèmes sociaux qu'on y observe, notamment les explosions de violence, et qui sont liés à la forte concentration de la pauvreté. Les observateurs et décideurs canadiens ont nourri et nourrissent toujours la crainte de voir se reproduire pour les villes canadiennes les mêmes événements et processus qui ont conduit à une détérioration des quartiers anciens des villes-centres étatsuniennes. Les thèmes de la recherche urbaine au Canada se seront alors souvent calqués sur ceux formulés au sein de la recherche urbaine étatsunienne. Toutefois, depuis le milieu des années 1980, les comparaisons entre les deux contextes ont eu tendance à s'opérer de manière plus prudente et raisonnée. Elles remettent entre autres

en question l'idée d'un modèle unique susceptible de décrire les villes nord-américaines dans leur ensemble (Goldberg et Mercer, 1986). La deuxième raison réside dans l'absence, au Canada, de grandes enquêtes autres que les recensements pour permettre la mesure détaillée de la *deprivation* à l'échelle intramétropolitaine. En effet, s'il existe bien des enquêtes sociales ou des enquêtes longitudinales sur les conditions de vie des ménages, elles ne se prêtent cependant pas à l'analyse spatiale, leurs effectifs ne permettant pas une désagrégation des données à des niveaux de découpages géographiques fins. La troisième raison provient du fait que les études urbaines se sont peu interrogées sur les causes de la *deprivation* en préférant insister sur le *monitoring* du phénomène. Cela tient sans doute aussi au fait que de nombreuses causes relèvent d'une échelle macro qui dépasse largement le cadre urbain. En un mot, la recherche urbaine canadienne a surtout été préoccupée par le suivi du phénomène dans le temps et l'espace. Elle répondait alors aussi en partie aux attentes d'expertise que formulaient les décideurs en la matière.

3.2 *Relative deprivation* et immigration : quelles relations ?

Comme nous venons de le voir, une partie importante de la production scientifique aura ainsi été animée par l'étude et la description de l'évolution des villes-centres en Amérique du Nord. Comme nous l'avons également vu dans la section consacrée à la mesure, une autre tendance de la recherche urbaine consiste à construire des indices de *deprivation* multidimensionnels. Ces efforts ont souvent été entrepris en vue de mieux rendre compte de la dimension sociale de la *deprivation* relative. Dans cette perspective, une question aura en particulier retenu l'attention des chercheurs et suscité de nombreux débats, soit la possible relation entre immigration et *deprivation* relative.

Cette interrogation est née suite à l'observation faite, à l'échelle du Canada, d'un ralentissement du processus d'intégration économique et de l'augmentation simultanée de la proportion des ménages à faible revenu au sein de la population des nouveaux arrivants. D'une part, le constat est posé d'une détérioration des gains des travailleurs immigrants par rapport aux natifs, et ce, surtout dans le courant des deux dernières décennies (Frenette et Morissette, 2003). Cependant, les facteurs qui expliqueraient cette détérioration sont encore mal connus, les explications devant tenir compte d'un nombre important de variables reliées à la composition interne de la population immigrante et au contexte d'accueil (Aydemir et Skuterud, 2004; Godin, 2004; Renaud et Carpentier, 1993). D'autre part, le ralentissement dans la progression des gains des nouveaux arrivants aurait également entraîné au sein de cette population un accroissement de la prévalence à la pauvreté et au faible revenu (Kazemipur et Halli, 2001; Picot et Hou, 2003). Il convient toutefois aussi de rappeler que la plupart des

enquêtes et analyses sur les populations immigrantes en soulignant la diversité interne selon le pays d'origine, les caractéristiques individuelles et le statut d'immigration. Ainsi, D. Ley évoque dans des travaux récents un possible processus de polarisation de la population immigrante, tout en appelant à la prudence, les mythes de la formation d'une *underclass* ethnique ou d'une immigration dorée étant à écarter (Ley, 1999). Les populations immigrantes se situent sans doute beaucoup plus le long d'un continuum social qu'aux deux extrêmes de la hiérarchie socio-économique.

Les évolutions précédentes ont conduit à un ensemble d'interrogations sur l'existence d'un lien entre la *deprivation* relative et l'immigration, abordant ainsi, sans toujours bien les distinguer, les phénomènes de la concentration de certaines populations dans l'espace et de la résidence dans un quartier défavorisé, qui ne renvoient pas strictement aux mêmes réalités. Autrement dit, la concentration de certaines catégories de la population immigrante ne mène pas systématiquement à la création d'espaces socialement et matériellement défavorisés (McNicoll, 1993), et encore moins, comme l'indiquent de nombreuses enquêtes sur le sujet, à la formation de ghettos ou d'une *underclass* séparés du reste de la société. Elle peut également mener à la création d'espaces résidentiels où l'on assiste, certes, à la concentration d'une population d'origine étrangère mais qui reste, dans le même temps, socialement mixte, puisque y cohabitent les segments aisés et moins favorisés d'une même population – c'est par exemple le cas pour la population chinoise de Toronto (Myles et Hou, 2003). La recherche aura cependant aussi mis en évidence le fait que les immigrants récents habitent tendanciellement plus souvent dans des espaces défavorisés, et que ce phénomène aurait eu tendance à s'accroître dans la dernière décennie (Ley et Smith, 1997, 2000). Les immigrants récents seraient plus susceptibles de vivre dans un secteur de recensement pauvre et périphérique, entre autres, en raison de la dispersion accrue des nouveaux arrivants, en particulier, à Toronto, où la population immigrante est importante et a tendance à s'installer plus qu'ailleurs dans les banlieues (Smith, 2004). Mais même dans ce cas, il s'agit de se prémunir contre toute conclusion hâtive. En effet, des différences significatives peuvent exister d'une ville à l'autre. Ainsi, à Montréal, la relation entre immigration et *deprivation* relative est moins avérée qu'ailleurs, la pauvreté étant plus corrélée dans l'espace à la présence de Canadiens de naissance. De même, alors que dans les deux autres grandes métropoles – Toronto et Vancouver –, les immigrants récents s'installent de manière accrue en banlieue, la diffusion de la population immigrante à cet espace reste limitée à Montréal (Charbonneau et Germain, 2002; Smith, 2004).

Au vu de ces travaux, il est difficile de conclure à l'existence d'une corrélation spatiale entre immigration et *deprivation* urbaine. Cette relation, si elle existe, concerne plutôt

les immigrants récents, et seulement une partie d'entre eux, l'immigration vers le Canada étant hétérogène. Pour les vagues d'immigration plus anciennes, la relation entre *deprivation* et immigration s'atténue vraisemblablement avec le temps en raison de l'intégration socio-économique et résidentielle des immigrants à la société d'accueil. Ces remarques appellent dès lors à une certaine prudence dans l'étude et l'interprétation du phénomène.

4. EN GUISE DE CONCLUSION

Les pages précédentes nous convainquent de la nécessité de retenir du concept de *deprivation* une définition relative et multidimensionnelle, qui tienne compte des conditions sociales auxquelles sont confrontés les individus et les ménages dans les différents quartiers des grandes villes. Ainsi, aux côtés des critères usuels de mesure de la *deprivation* que sont le niveau de revenu, la qualité du logement ou la participation au marché du travail, il s'agit également de prendre en considération des critères liés aux paysages d'équipement, à l'environnement physique des villes et aux réseaux sociaux. Le développement des SIG et d'outils comme les questionnaires comportant des « générateurs de noms » pour connaître la forme des réseaux sociaux, permettront des avancées importantes de ce côté.

Ces remarques rejoignent un ensemble de limites qui sont actuellement au cœur des discussions sur le concept de *deprivation* relative. On a pu ainsi reprocher à ce dernier une approche trop intégrative ou holistique du social, qui ne tiendrait pas assez compte de la variation des styles de vie à l'intérieur d'une même société. On a aussi souvent souligné l'insistance qu'il mettait à l'identification des conditions et accomplissements actuels des individus, prenant peu en considération les différences d'accessibilité à des opportunités ou des accomplissements futurs que renferment les inégalités sociales et économiques. Quant aux applications au contexte urbain, les critiques à leur égard sont de plusieurs ordres. D'abord, la *deprivation* urbaine a surtout été considérée jusqu'à présent d'un point de vue matériel, la dimension sociale du phénomène se réduisant à l'identification de certaines populations et de certaines catégories sociales ou démographiques particulières. Cette conception de la *deprivation* urbaine n'échappe pas alors complètement au risque qu'il y a à confondre les conditions liées à la *deprivation* avec des statuts sociaux ou juridiques spécifiques, sans que soient prises en compte et analysées ses conséquences sociales. De plus, la dimension matérielle de la *deprivation* urbaine intègre pour l'essentiel les indicateurs liés à la qualité du logement et au niveau de ressources des ménages. Elle s'intéresse peu, voire pas du tout, à la *deprivation* qui résulte de l'inégal accès aux différents éléments de la structure urbaine, comme l'accessibilité aux services publics et privés, la proximité avec certaines fonctions

particulières, telles que des espaces récréatifs (golfs, parcs...) ou de transport (voies ferrées, autoroutes...), ou encore, les paramètres de l'environnement physique (qualité de l'air, poussière, indice de couverture végétale...). Enfin, d'un point de vue méthodologique, de nombreux auteurs ont signalé les risques liés à l'erreur écologique ou à l'agrégation des données à une échelle spatiale donnée, d'autres ont souligné la diversité des zones de *deprivation* urbaine au Canada, peu d'entre elles présentant une *deprivation* multiple combinant l'ensemble des facteurs retenus pour mesurer le phénomène. Les études restent encore peu nombreuses à tenir compte et à explorer cette diversité.

Si la pertinence de la notion de *deprivation* urbaine ne fait aucun doute, il s'agit cependant de produire un effort analytique et méthodologique pour mieux tenir compte de l'ensemble de ses dimensions. C'est à cette tâche que nous nous attelons actuellement au sein de plusieurs initiatives de recherche. Ainsi, en ce qui concerne la mesure du phénomène dans ses dimensions matérielles et sociales, la proposition que nous avançons vise à mieux prendre en considération des variables reliées à la structure urbaine et qui peuvent influencer sur les capacités de choix, les accomplissements et les conditions d'existence des individus. Concrètement, en mobilisant la technologie des SIG (Système d'information géographique), une analyse spatiale de la *deprivation* urbaine sera conduite au travers d'une base de données multisources, intégrant des mesures de la qualité de l'environnement physique, de l'accessibilité aux services privés et publics ainsi qu'aux zones d'emploi. Outre cette analyse des dimensions matérielles de la *deprivation* urbaine, l'analyse spatiale s'intéressera aussi à la composition sociale des zones de *deprivation* en ayant recours aux fichiers sources du recensement à l'échelle de l'îlot urbain. Cette démarche devrait permettre une identification des macro et microzones de *deprivation* urbaine à Montréal, ainsi que d'en qualifier la qualité de l'environnement physique, les paysages d'équipements privés et publics, dont ceux de transport, et d'évaluer leur proximité aux zones à forte densité d'emplois. En ayant recours aux fichiers sources du recensement, elle devrait également aboutir à une estimation précise de la taille et de la composition des populations qui expérimentent des conditions sociales de *deprivation* relative à l'intérieur de ces macro et microzones, évitant ainsi les biais introduits par la mesure au seul niveau agrégé. Les résultats attendus de ce type de démarche sont une meilleure connaissance des facteurs de la *deprivation* urbaine à une échelle microspatiale. Ils revêtent une pertinence sociale forte puisqu'ils peuvent servir de base d'information à des politiques de développement

social des quartiers ou de prévention et d'orientation dans les domaines de la santé et des services sociaux⁶.

En plus de cette démarche d'analyse spatiale, il est aussi opportun de mener des travaux théoriques et empiriques sur les dimensions sociales de la *deprivation* urbaine, c'est-à-dire sur l'intensité et la nature des relations sociales et sur la participation des individus à la société. La réflexion porte dès lors beaucoup plus sur les thèmes de la cohésion sociale, du capital social ou de l'intégration, et sur leurs doubles négatifs, la désorganisation, la désaffiliation ou l'exclusion. Cependant, elle ne peut pas être déconnectée du cadre physique dans lequel se déroulent les interactions sociales, un des enjeux fondamentaux dans ce domaine étant d'analyser de manière combinée la forme urbaine et les relations sociales. La fabrique du lien social passant non seulement par l'entremise des relations interpersonnelles mais aussi par les institutions régulatrices d'ensemble, comme le système de protection sociale, le système scolaire ou les politiques du logement; les premières permettant à l'individu d'échapper à l'isolement, les secondes assurant le traitement social des inégalités, l'enjeu contemporain étant de penser l'articulation entre ces deux ordres, informel et formel, de l'intégration sociale, plutôt que de les envisager séparément. C'est pour ces raisons que nous poursuivons également un projet de recherche sur les réseaux sociaux des ménages vivant en HLM à Montréal. En combinant enquête de terrain et outils propres à la mesure des réseaux, en faisant également varier les contextes d'observation en fonction de leurs caractéristiques urbanistiques et sociales, l'objectif visé est de recueillir des informations factuelles et qualitatives sur les réseaux sociaux et les usages de l'espace des ménages défavorisés. Prévoyant un dispositif inductif, cette recherche devrait permettre d'élaborer différentes hypothèses sur les processus et mécanismes par lesquels le lien social se fabrique en ville, et par lesquels d'éventuels effets de contexte ou de quartier interfèrent sur les opportunités et destinées individuelles⁷.

Indépendantes l'une de l'autre, ces deux initiatives de recherche n'en sont pas moins porteuses de complémentarités, lesquelles trouvent leur origine, entre autres, dans une réflexion commune sur la question de la *deprivation* relative et, plus largement, sur les inégalités urbaines. Par leurs choix de méthodes, radicalement différents, puisque faisant varier échelles d'observation et principes d'analyse, elles devraient contribuer à une compréhension plus complète du phénomène.

6 Ce projet de recherche est dirigé par Philippe Apparicio, et l'équipe de recherche se compose de Xavier Leloup, Anne-Marie Séguin et Richard Shearmur, tous de l'INRS-UCS. Il a obtenu en 2005 le soutien financier du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH).

7 Ce projet de recherche est mené par Xavier Leloup de l'INRS-UCS. Il a reçu en 2005 le soutien financier du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH).

Bibliographie

- ALALUF, M., M.-N. BEAUCHESNE, R.-M. BUYS et M. OUSLIKH (1993), *Les immigrés dans la ville. Trajectoires migratoires et espaces résidentiels*, Services de programmation de la politique scientifique, Bruxelles.
- AMRHEIN, C. et H. REYNOLDS (1996), « Using Spatial Statistics to Assess Aggregation Effects », *Geographical Systems*, 3, 143-158.
- AMRHEIN, C. et H. REYNOLDS (1997), « Using the Getis Statistic to Explore Aggregation Effects in Metropolitan Toronto Census Data », *The Canadian Geographer*, 41, 2, 114-224.
- AMRHEIN, C. et D. W. S. WONG (1996), « Research on the MAUP : Old Wine in a New Bottle or Real Breakthrough ? » *Geographical Systems*, 3, 73-76.
- ANSELIN, L. (1995), « Local Indicators of Spatial Association - LISA », *Geographical Analysis*, 27, 2, 93-115.
- APPARICIO, P. (2002), *Apport des systèmes d'information géographique à l'étude des HLM dans les quartiers montréalais*, Université du Maine, Département de géographie, Le Mans.
- APPARICIO, P., Z. MICIC et R. SHEARMUR (2004), *Évaluation de l'accessibilité aux supermarchés d'alimentation à Montréal*, INRS-Urbanisation, Culture et Société, Inédits 2004-03, Montréal.
- AYDEMIR, A. et M. SKUTERUD (2004), *Explication de la détérioration des gains au niveau d'entrée des cohortes d'immigrants au Canada : 1966-2000*, Statistique Canada (série Études analytiques), Ottawa.
- BAROU, J. (1999), « Trajectoires résidentielles, du bidonville au logement social », in P. DEWITTE (dir.), *Immigration et intégration. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris, p. 185-195.
- BEVERIDGE REPORT (1942), *Social Insurance and Allied Services*, Cmd. 6064, HMSO, London.
- BOOTH, C. (1902-03), *Life and Labour of the People in London*, Macmillan, London.
- BOURDIEU, P. (1980), « Le capital social : notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31, 2-3.
- BOURNE, L. S. (1989), *On the Spatial Structure of Metropolitan Areas in Canada : A Discriminant Analysis. Research Paper N° 172*, Center for Urban and Community Studies, Toronto.
- BRADFORD, M. G., B. T. ROBSON et R. TYE (1995), « Constructing an Urban Deprivation Index : A Way of Meeting the Need for Flexibility », *Environment and Planning A*, 27, 4, 519-533.
- BROADWAY, M. J. (1992), « Differences in Inner-City Deprivation : An Analysis of Seven Canadian Cities », *The Canadian Geographer*, 36, 2, 189-196.
- BROADWAY, M. J. et G. JESTY (1998), « Are Canadian Inner Cities Becoming More Dissimilar ? An Analysis of Urban Deprivation Indicators », *Urban Studies*, 35, 9, 1423-1438.
- BRYAN, B. (dir.) (1995), *Environmental Justice : Issues, Policies, and Solutions*, Island Press, Washington DC.
- BULLARD, R. D. (1996), « Environmental Justice : It's More than Waste Facility Sitting », *Social Science Quarterly*, 77, 493-499.
- CASTEL, R. (2000), « The Roads to Disaffiliation : Insecure Work and Vulnerable Relationships », *International Journal of Urban and Regional Research*, 24, 3, 519-535.
- CHARBONNEAU, J. et A. GERMAIN (2002), « Les banlieues de l'immigration », *Recherches sociographiques*, XLIII, 2, 311-328.
- CHARBONNEAU, J. et M. TURCOTTE (à paraître), « Les réseaux sociaux : au coeur de l'intégration sociale des individus », in P. BERNARD et al. (dir.), *Connaître, débattre et décider. La*

- contribution d'une enquête socioéconomique et de santé intégrée et longitudinale (ESSIL), I.S.Q. et I.N.S.P.Q., Québec.*
- CHARTIER, R. (1985), « La pauvreté à l'âge moderne, XVI^e-XVII^e siècles. Définitions, représentations, institutions », in A. FRACASSI, M.F. MARQUÈS et J. WALTER (dir.), *La pauvreté : une approche plurielle*, Éditions ESS, Paris, p. 25-43.
- CINGOLANI, P. (1995), « Le désenchantement de la question sociale », *Lien social et politiques*, 34, 23-29.
- DE LANNOY, W. et C. KESTELOOT (1990), « Les divisions sociales et spatiales de la ville », *Contradictions*, 58-59, 153-190.
- DEGENNE, A. et M. FORSÉ (1994), *Les réseaux sociaux. Une analyse structurale en sociologie*, Armand Colin, Paris.
- DETR (2000), *Indices of Deprivation 2000*, Dept. of the Environment, Transport and the Regions, Regeneration Research Summary, London.
- DONZELOT, J. (1999), « La nouvelle question urbaine », *Esprit*, 258, 87-114.
- DROUILLY, P. (1996), *L'espace social de Montréal 1951-1991*, Les éditions du Septentrion, Montréal.
- ELLEN, I. G. et M. A. TURNER (1997), « Does Neighborhood Matter? Assessing Recent Evidence », *Housing Policy Debate*, 8, 4, 833-866.
- FIELDHOUSE, E. A. et R. TYE (1996), « Deprived People or Deprived Places? Exploring the Ecological Fallacy of Deprivation with the Samples of Anonymised Records », *Environment and Planning A*, 28, 2, 137-159.
- FOTHERINGHAM, A. S., C. BRUNSDON et C. MARTIN (2002), *Geographically Weighted Regression : The Analysis of Spatially Varying Relationships*, John Wiley and Sons, Chichester.
- FOTHERINGHAM, A. S. et D. W. S. WONG (1991), « The Modifiable Areal Unit Problem in Multivariate Statistical Analysis », *Environment and Planning A*, 23, 1025-1044.
- FRENETTE, M. et R. MORISSETTE (2003), *Convergeront-ils un jour? Les gains des travailleurs immigrants et de ceux nés au Canada au cours des deux dernières décennies*, Statistique Canada (série Études analytiques), Ottawa.
- GALSTER, G. (2002), « Editorial. Trans-Atlantic Perspectives on Opportunity, Deprivation and the Housing Nexus », *Housing Studies*, 17, 1, 5-10.
- GERMAIN, A., Y. MARTINEAU, J. MONGEAU, P. APPARICIO et N. BOUVIER (2001), *Les caractéristiques sociodémographiques et socioéconomiques des résidents et de la clientèle des centres locaux d'emploi de l'île de Montréal*, INRS-Urbanisation, Culture et Société, Montréal.
- GODIN, J.-F. (2004), *L'insertion en emploi des travailleurs admis au Québec en vertu de la grille de sélection de 1996*, ministère des Relations avec le citoyen et de l'Immigration, Québec.
- GOLDBERG, M. A. et J. MERCER (1986), *The Myth of North American City*, University of British Columbia Press, Vancouver.
- GRAFMEYER, Y. (1994), « Regards sociologiques sur la ségrégation », in J. BRUN et C. RHEIN (dir.), *La ségrégation dans la ville*, L'Harmattan, Paris, p. 85-117.
- GRÉGOIRE, G., G. SÉNÉCAL, J. ARCHAMBAULT, S. VACHON, M. POLÈSE et J. MONGEAU (1999), *Atlas - Région de Montréal - Premières explorations*, INRS-Urbanisation, Montréal.
- HARRIS, R. J. et P. A. LONGLEY (2002), « Creating Small Area Measures of Urban Deprivation », *Environment and Planning A*, 34, 1073-1093.
- HELLY, D. (2003), « Social Cohesion and Cultural Plurality », *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, 28, 1, 19-42.

- HERBERT, D. T. (1975), « Urban Deprivation : Definition, Measurement and Spatial Qualities (in Spatial and Social Constraints in the Inner City : A Symposium) », *Geographical journal*, 141, 3, 362-372.
- HULCHANSKI, D. (2002), *Housing Policy for Tomorrow's Cities*, Canadian Policy Research Networks/Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, Discussion Paper F27 Family Network, Ottawa.
- JELINSKI, D. E. (1996), « The Modifiable Areal Unit Problem and Implications for Landscape Ecology », *Landscape Ecology*, 11, 3, 129-140.
- JOHNSTON, B. R. (dir.) (1994), *Who Pay the Price ? The Sociocultural Context of Environmental Crisis*, Island Press, Washington DC.
- KASARDA, J. D. (1993a), « Inner-City Concentrated Poverty and Neighborhood Distress : 1970 to 1990 », *Housing Policy Debate*, 4, 3, 253-302.
- KASARDA, J. D. (1993b), « Urban Industrial Transition and the Underclass », in W. J. WILSON, (dir.), *The Ghetto Underclass*, Sage, Newbury Park/London/New Delhi, p. 43-64.
- KAZEMIPUR, A. et S. S. HALLI (2001), « The Changing Colour of Poverty in Canada », *CESA/RCSA*, 38, 2, 217-238.
- KEARNS, A., K. GIBB et D. MACKAY (2000), « Area Deprivation in Scotland : A New Assessment », *Urban Studies*, 37, 9, 1535-1559.
- KESTELOOT, C. (1986), « Les dimensions historique et structurelle de la différenciation sociale de l'espace urbain : l'exemple bruxellois », *Espace Populations Sociétés*, 1, 15-30.
- KITCHEN, P. (2001), « An Approach for Measuring Urban Deprivation Change : The Example of East Montreal and the Montreal Urban Community, 1986-96 », *Environment and Planning A*, 33, 1901-1921.
- KLEIT, R. G. (2002), « Job Search Networks and Strategies in Scattered-Site Public Housing », *Housing Studies*, 17, 1, 83-100.
- LANGLOIS, A. et P. KITCHEN (2001), « Identifying and Measuring Dimensions of Urban Deprivation in Montreal : An Analysis of the 1996 Census Data », *Urban Studies*, 38, 1, 119-139.
- LAWSON, A. B. et D. G. T. DENISON (dir.) (2002), *Spatial Cluster Modelling*, Chapman & Hall/CRC, Boca Raton.
- LEMELIN, A. et R. MORIN (1991), « L'approche locale et communautaire au développement économique des zones défavorisées : le cas de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, 35, 285-306.
- LEY, D. (1991), « The Inner City », in *Canadian Cities in Transition*, Oxford University Press, Toronto, p. 13-348.
- LEY, D. (1996), « The New Middle Class in Canadian Central Cities », in J. CAULFIELD et L. PEAKE (dir.), *City Lives and City Forms : Critical Research and Canadian Urbanism*, University of Toronto Press, Toronto-Buffalo-London, p. 5-32.
- LEY, D. (1999), « Myths and Meanings of Immigration and the Metropolis » *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, 43, 1, 2-19.
- LEY, D. et H. SMITH (1997), « Immigration and Poverty in Canadian Cities, 1971-1991 », *Journal of Regional Science*, 20, 1,2, 29-48.
- LEY, D. et H. SMITH (2000), « Relations between Deprivation and Immigrant Groups in Large Canadian Cities », *Urban Studies*, 37, 1, 37-62.
- LONGLEY, P. A. et C. TÓBON (2001), « Spatial Dependence and Heterogeneity in Patterns of Hardship : An Intra-Urban Analysis », *Annals of the Association of American Geographers*, 94, 3, 503-519.

- MAANTAY, J. (2002), « Mapping Environmental Injustices : Pitfalls and Potential of Geographic Information Systems in Assessing Environmental Health and Equity », *Environmental Health Perspectives*, 110, 2, 161-171.
- MARTINEAU, Y., P. APPARICIO, J. MONGEAU et J. TREMBLAY (2004), *Les caractéristiques socioéconomiques des résidents et de la clientèle sur le territoire des centres locaux d'emploi de l'Île de Montréal. Rapport synthèse*, INRS-Urbanisation, Culture et Société, Montréal.
- MCNICOLL, C. (1993). *Montréal, une société multiculturelle*, Paris, Belin.
- MENNIS, J. L. et L. JORDAN (2005), « The Distribution of Environmental Equity : Exploring Spatial Nonstationarity in Multivariate Models of Air Toxic Releases », *Annals of the Association of American Geographers*, 95, 2, 249-268.
- MERCKLÉ, P. (2004), *Sociologie des réseaux sociaux*, La Découverte, Paris.
- MINGIONE, E. (1998), « Fragmentation et exclusion : la question sociale dans la phase actuelle de transition des villes dans les sociétés industrielles avancées », *Sociologie et sociétés*, XXX, 1,
- MURRAY, A. T. (1999), « Spatial Analysis Using Clustering Methods : Evaluating Central point and Median Approaches », *Journal of Geographical Systems*, 1, 367-383.
- MURRAY, A. T. et V. ESTIVILL-CASTRO (1998), « Cluster Discovery Techniques for Exploratory Spatial Data Analysis », *International Journal of Geographical Information Science*, 12, 431-443.
- MUSTERD, S. et W. OSTENDORF (dir.) (1998), *Urban Segregation and the Welfare State. Inequality and Exclusion in Western Cities*, Routledge, London/New York.
- MYLES, J. et F. HOU (2003), *Établissement réussi et ségrégation résidentielle parmi les minorités visibles de Toronto*, Statistique Canada (série Études analytiques), Documents de recherche, Ottawa.
- NEWMAN, K. S. (1999), *No Shame in my Game. The Working Poor in the Inner City*, Knopf & Russell Sage Foundation, New York.
- NIGHTINGALE, C. H. (1993), *On the Edge. A History of Poor Black Children and their American Dreams*, Basic Books, New York.
- OPENSHAW, S. (1984a), « Ecological Fallacies and the Analysis of Area Census Data », *Environment and Planning A*, 16, 17-31.
- OPENSHAW, S. (1984b), « The Modifiable Areal Unit Problem », *Concepts and Techniques in Modern Geography*, 38, 41.
- PACIONE, M. (1995), « The Geography of Multiple Deprivation in Scotland », *Applied Geography*, 15, 2, 115-133.
- PAQUOT, T., M. LUSSAULT et S. BODY-GENDROT (dir.) (2000), *La ville et l'urbain. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris.
- PAUGAM, S. (1996), « Introduction. La constitution d'un paradigme », in S. PAUGAM (dir.), *L'exclusion. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris, p. 7-19.
- PETERS, A. (2002), « Votre collectivité a-t-elle le bien-être de vos enfants à cœur ? » *Tendances sociales canadiennes, Hiver 2002, Statistique Canada*, 2-6.
- PIACHAUD, D. (1981), « Peter Townsend and the Holy Grail », *New Society*, 57, 419-421.
- PICOT, G. et F. HOU (2003), *La hausse du taux de faible revenu chez les immigrants au Canada*, Statistique Canada (série Études analytiques), Document de recherche, Ottawa.
- RENAUD, J. et A. CARPENTIER (1993), *Fluctuations de l'économie et emplois des nouveaux immigrants*, Colloque de l'Association canadienne des anthropologues et sociologues de langue française, ACFAS, Rimouski.

- ROSE, D. (1996), « Economic Restructuring and the Diversification of Gentrification in the 1980s : A View from a Marginal Metropolis », in J. CAULFIELD et L. PEAKE (dir.), *City Lives and City Forms : Critical Research and Canadian Urbanism*, University of Toronto Press, Toronto-Buffalo-London, p. 131-172.
- ROWNTREE, B.S. (1901), *Poverty : A Study of Town Life*, Macmillan, London.
- ROWNTREE, B.S. (1937), *The Human Needs of Labour*, Longmans, London.
- SARLO, C. A. (2001), *Measuring Poverty in Canada*, The Fraser Institute : Critical issues bulletin, Vancouver.
- SCHELLING, T. C. (1980), *La tyrannie des petites décisions*, Presses Universitaires de France, Paris.
- SÉGUIN, A.-M. (1998), « Les espaces de pauvreté », in C. MANZAGOL et C. R. BRYANT (dir.), *Montréal 2001. Visages et défis d'une métropole*, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, p. 221-236.
- SÉGUIN, A.-M. et G. DIVAY (2002), *Pauvreté urbaine : la promotion de communautés viables*, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP), Ottawa.
- SÉGUIN, A.-M. et M. TERMOTE (1997), *L'appauvrissement des populations québécoise et montréalaise*, INRS-Urbanisation, Montréal, rapport réalisé pour la Fédération des Caisses populaires de la région de Montréal et de l'Ouest du Québec.
- SEN, A. (2000), *Repenser l'inégalité*, Seuil, Paris.
- SMITH, H. A. (2004), *The Evolving Relationship between Immigration Settlement and Neighbourhood Disadvantage in Canadian Cities, 1991-2001*, RIIM Working Paper Series No. 04-20, Vancouver.
- TOWNSEND, P. (1962), « The Meaning of Poverty », *The British Journal of Sociology*, 13, 3, 210-227.
- TOWNSEND, P. (1987), « Deprivation », *Journal of Social Policy*, 16, 2, 125-146.
- TOWNSEND, P. (1993), *The International Analysis of Poverty*, Hemel Hempstead, Harvester Wheatsheaf.
- TOWNSEND, P., P. CORRIGAN et U. KOWRZIK (1987), *Poverty and Labor in London*, Low pay unit/Poverty research (London) trust, London.
- TUNSTALL, R. et R. LUPTON (2003), *Is Targeting Deprived Areas an Effective Means to Reach Poor People ? An Assessment of One Rationale for Area-Based Finding Programmes*, London School of Economics, Center for Analysis of Social Exclusion (CASEpaper 70), London.
- WACQUANT, L. J. D. (1996), « Un mariage dans le ghetto », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 113, 63-84.
- WILSON, W. J. (1994), *Les oubliés de l'Amérique*, Desclée de Brouwer, Paris.
- WILSON, W. J. (1997), *When Work Disappears. The World of the New Urban Poor*, Vintage Books, New York.